

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 62

[2009/200009]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'avis 43.986/4 du Conseil d'Etat, rendu le 30 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services; que la Commission européenne a émis un avis circonstancié; qu'une réponse lui a été apportée;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Titre I^{er}. — Dispositions communes**CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions**

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées tels que définies à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées visées par la rubrique 37.20.08 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée. Un réservoir aérien non accessible est un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible;

2^o réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai;

3^o récipient mobile : tout fût, bidon ou conteneur destiné à contenir des huiles usagées;

4^o expert compétent : une personne ou un service technique accrédité suivant la norme ISO/CEI 17020 ou un expert agréé dans la discipline "installation de stockage" conformément à l'article 681/73 du titre III du Règlement général pour la protection du travail;

5^o technicien agréé : un technicien agréé conformément à l'article 634ter/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail;

6^o établissement existant : un établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. L'établissement ne peut être implanté :

1. à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;
2. dans une zone de prise d'eau telle que visée par les articles R. 147, R. 157, R. 159, § 1^{er}, 1^o, et R. 160 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Art. 4. Sauf cas de limites naturelles, l'établissement est entouré d'un rideau de plantations d'essences locales et dissimulant l'établissement à la vue.

Art. 5. Les aires de stockage sont conçues et réalisées de manière à :

1° prévenir les accidents lors des opérations de stockage et de chargement des véhicules;

2° éviter la dispersion des déchets.

Art. 6. Les huiles usagées sont stockées dans des réservoirs résistants à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent.

Art. 7. Toute aire de stockage d'huiles usagées à l'air libre située dans un endroit accessible par des personnes extérieures au site, est entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres. D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection et de sécurité équivalent à celui de ladite clôture.

Une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie vers l'aire de stockage à partir de la voie publique est assurée.

Art. 8. La stabilité des réservoirs ou récipients mobiles est assurée en toutes circonstances. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer leur renversement ou leur rupture.

Art. 9. Les réservoirs et les récipients mobiles sont disposés de manière telle qu'ils puissent être aisément inspectés et entretenus tant de l'extérieur que de l'intérieur.

Art. 10. Les orifices de remplissage sont placés dans un dispositif étanche de recueil des liquides non relié directement à l'égout, une eau de surface ordinaire ou une voie artificielle d'écoulement.

Art. 11. Chaque réservoir est transporté, mis en place et raccordé sous la surveillance d'un expert compétent conformément aux prescriptions de la norme visée aux articles suivants qui lui est applicable.

Art. 12. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiqués :

1° le numéro et l'année de construction du réservoir;

2° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;

3° le produit que contient le réservoir;

4° la date de l'épreuve d'étanchéité et sa validité.

Art. 13. Tous les accessoires tels que les tuyauteries, les vannes et les pompes sont situés à l'aplomb de dispositifs de recueil et sont aménagés de manière à ce que toute fuite soit collectée vers lesdits dispositifs.

Art. 14. Afin de contenir une fuite éventuelle des tuyauteries et empêcher la diffusion d'huiles usagées dans le sol, celles-ci sont soit à double paroi, soit à simple paroi placées dans un caniveau imperméable aux huiles usagées. Ce caniveau présente une légère pente continue vers un dispositif de recueil facilement accessible.

Des dispositions sont prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel des véhicules.

Art. 15. Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture anti-rouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.

Art. 16. Chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre et qui est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet. Cet évent est dimensionné de manière à éviter toute surpression ou dépression à l'intérieur du réservoir.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 17. La quantité maximale d'huiles usagées stockées sur le site d'exploitation est fixée par les conditions particulières.

Art. 18. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

1° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

2° les instructions relatives à la manipulation, au stockage et à l'évacuation des huiles usagées dans le respect des présentes conditions et des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées.

Art. 19. Les jours et l'horaire d'acceptation des huiles usagées sont fixées dans les conditions particulières.

Art. 20. Les opérations de regroupement et de tri des huiles usagées ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance d'un préposé disposant de toutes les instructions requises en matière de prévention des accidents et incendie.

Art. 21. Avant tout mélange d'huiles usagées provenant de producteurs ou de détenteurs différents, l'exploitant réalise un test de détection des PCB sur un échantillon représentatif.

L'exploitant fait valider par un laboratoire agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, les méthodes d'échantillonnage et de détection des PCB mises en œuvre

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 22. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service régional d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Eau*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 23. § 1^{er}. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être, en ce compris les eaux pluviales évacuées des encuvements, des bacs de rétention et des fosses ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines.

§ 2. Les eaux servant au nettoyage interne des réservoirs et récipients mobiles ne peuvent être déversées et sont évacuées vers une installation autorisée à les traiter.

Art. 24. Le système de récolte des eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être est strictement séparé du système de récolte des eaux usées domestiques et des eaux pluviales non polluées par les huiles usagées et non susceptibles de l'être.

Art. 25. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus sur le sol ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement ou dans les eaux souterraines. Ils sont immédiatement neutralisés, détruits et/ou évacués.

Art. 26. Toute liaison directe entre le dispositif de rétention des liquides des aires de déchargement ou de chargement ou le puisard et l'égout public, une eau de surface ordinaire ou une voie artificielle d'écoulement est interdite.

Lorsqu'il n'y a pas de station d'épuration des eaux contaminées attachée au site, les eaux pluviales ne peuvent être évacuées des cuvettes de rétention ou des puisards sans contrôle préalable de leur qualité. Un système fiable empêche l'évacuation accidentelle des effluents liquides en l'absence de traitement adéquat. Est réputé être un système fiable, un système de reprise par une pompe enclenchée manuellement à partir d'un endroit d'où il est possible de juger de la qualité des effluents liquides. Au cas où les eaux pluviales nécessitent un traitement éventuel, leur déversement est interdit et elles sont évacuées vers une installation autorisée à les déverser ou sont gérées comme des déchets.

Lorsqu'il y a une station d'épuration des eaux contaminées attachée au site, les eaux pluviales peuvent être évacuées en continu vers la station d'épuration.

Section 2. — Conditions de déversement

Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires ou voies artificielles d'écoulement

Art. 27. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être rejetées en eau de surface ordinaire ou dans une voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension (MES) des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;
- 4° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;
- 5° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;
- 6° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
- 7° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R. 131 à R. 141 et aux annexes I^{re} et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 28. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension (MES) des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;
- 4° les matières en suspension ne peuvent avoir une dimension supérieure à 1 cm. Elles ne peuvent, de part leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement et d'épuration;
- 5° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;
- 6° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut excéder 500 mg par litre;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 8° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :
 - a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations;
 - b) une détérioration ou une obstruction des canalisations;
 - c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- 9° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R. 131 à R. 141 et aux annexes I^{re} et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

CHAPITRE VI. — Contrôle et autocontrôle

Art. 29. Avant la mise en service, une épreuve d'étanchéité est effectuée sur l'ensemble de l'installation par un expert compétent.

Art. 30. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la fiche d'identité de chaque réservoir reprenant :

- 1° le nom et/ou la marque du constructeur du réservoir;
- 2° le numéro et l'année de construction du réservoir;
- 3° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;
- 4° le certificat d'étanchéité d'usine du réservoir;
- 5° la nature et le type de réservoir;
- 6° le certificat de conformité du réservoir vis-à-vis d'une norme définie aux articles 34, 35, 36, 49, 50 et 51;
- 7° la date de placement du réservoir;
- 8° le certificat attestant de la mise en place du réservoir et de son raccordement délivré par un expert compétent conformément aux présentes prescriptions;
- 9° le certificat d'étanchéité et de conformité de l'ensemble de l'installation avant la mise en service délivré par l'expert compétent;
- 10° le certificat d'étanchéité périodique de l'ensemble de l'installation délivré par un technicien agréé.

Art. 31. L'exploitant et le fonctionnaire chargé de la surveillance utilisent les méthodes de référence pour l'échantillonnage et l'analyse de tous les paramètres visés aux articles 27 et 28 validées par l'Institut scientifique de Service public conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public.

Les valeurs paramétriques visées aux articles 27 et 28 sont des concentrations maximales instantanées.

Art. 32. Les eaux polluées par les huiles usagées ou susceptibles de l'être sont évacuées par un dispositif de contrôle répondant aux exigences suivantes :

- 1° permettre le prélèvement aisé des échantillons;
- 2° être facilement accessible sans formalité préalable;
- 3° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

CHAPITRE VI. — *Sûreté*

Art. 33. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est exigée pour l'établissement et son montant est fixé par les conditions particulières.

TITRE II. — Réservoirs aériens

CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 34. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction NBN EN 12.285-2 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple et double paroi et NBN I.03.002 pour le transport, l'installation et le raccordement ou à leur dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente.

Art. 35. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en paroi en plastiques thermodurcissables renforcés répondent aux normes de construction EN 976-1 et la norme NBN T 41-014 pour le transport, la mise en place et le raccordement ou à leur dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente.

Art. 36. Les réservoirs en polyéthylène répondent à la norme de construction NBN EN 13.341 ou à leur dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente.

Art. 37. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés sous la surveillance d'un expert compétent suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées.

Art. 38. § 1^{er}. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 12.285-2 ou à sa dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente. Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée pour autant qu'elle fournit un niveau de protection environnementale équivalent à la norme précitée.

§ 2. Les réservoirs en polyéthylène placés à l'air libre possèdent une bonne stabilité aux rayonnements ultraviolets ou sont placés à l'abri de ceux-ci.

Art. 39. Les réservoirs simple paroi placés à l'air libre, en cave ou dans un local sont installés dans un encuvement étanche aux liquides susceptibles d'être retenus.

Par dérogation à l'article 34, cet espace de retenue est maintenu libre et peut avoir une capacité égale au plus grand des réservoirs.

Art. 40. Les réservoirs double paroi sont équipés d'un système de contrôle d'étanchéité permanent équipé d'un système d'alarme visuel et sonore en cas de perte d'étanchéité d'une des parois.

Art. 41. Les tubes de niveau en verre ou en plastique, placés à l'extérieur du réservoir, sont interdits.

Art. 42. Si les réservoirs aériens se trouvent sous les lignes électriques aériennes, toutes les dispositions adéquates sont prises pour éviter tout contact accidentel des câbles avec ces réservoirs.

CHAPITRE II. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 43. L'exploitant maintient l'encuvement en bon état et en contrôle l'étanchéité. Le volume de l'encuvement ne peut être réduit par le dépôt d'autres matières.

L'exploitant veille à enlever systématiquement toute végétation susceptible de pousser dans l'encuvement ou de compromettre son étanchéité.

Les mesures nécessaires sont prises pour évacuer régulièrement les eaux pluviales pouvant s'accumuler dans l'encuvement tout en préservant son étanchéité.

Art. 44. Tous les dix ans, les réservoirs aériens et leurs tuyauteries sont soumis à une vérification visuelle par un technicien agréé. Les réservoirs non accessibles et les tuyauteries enterrées sont soumis à une épreuve d'étanchéité à la même périodicité. La périodicité se calcule à partir de la date d'acquisition du réservoir ou de celle du dernier contrôle effectué.

Art. 45. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :

- 1° le certificat de dégazage;
- 2° le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage;
- 3° le certificat d'évacuation du réservoir.

Art. 46. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté à un réservoir ou ses tuyauteries :

- 1° le réservoir concerné est mis hors-service et vidé le plus rapidement possible;
- 2° si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir réussi une épreuve d'étanchéité par un expert compétent.

Si le réservoir n'est pas réparé, il est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

CHAPITRE III. — *Remise en état*

Art. 47. En fin d'exploitation, les réservoirs ayant contenu des huiles usagées sont vidés, dégazés, nettoyés, et enlevés. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

Art. 48. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sol ou le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente.

§ 2. Lorsque les terres polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

TITRE III. — Réservoirs enterrés

CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 49. Les réservoirs métalliques répondent aux normes de construction EN 12.285-1 des réservoirs horizontaux cylindriques en acier simple et double paroi fabriqués en atelier pour le stockage enterré de liquides inflammables et non inflammables polluant l'eau ou à leur dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente.

Art. 50. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques thermodurcissables renforcés sont conformes à la norme NBN EN 976-1 pour la construction et la norme NBN EN 976-2 pour le stockage, le transport, la manutention et l'installation ou à leur dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente.

Art. 51. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés sous la surveillance d'un expert compétent suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées.

Art. 52. L'enveloppe extérieure métallique est protégée de la corrosion, par un revêtement conforme à la norme EN 12.285-1 ou à sa dernière révision ou à toute autre norme étrangère équivalente. Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée pour autant qu'elle fournit un niveau de protection environnementale équivalent à la norme précitée.

Art. 53. Les réservoirs simple paroi sont soit directement enterrés dans le sol, soit placés dans une fosse remblayée imperméable aux liquides susceptibles d'être recueillis.

Le matériau utilisé pour le remblayage est inerte, il ne peut contenir des cendres, des briques ou tout autre matériau susceptible d'endommager le revêtement.

Les réservoirs simple paroi sont munis d'un dispositif de contrôle de l'étanchéité avec système d'alarme visuel et sonore.

Art. 54. Des dispositions sont prises pour que les réservoirs soient protégés contre les déformations dues au passage éventuel de véhicules ou aux dépôts de charges au-dessus de ceux-ci.

CHAPITRE II. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 55. Les réservoirs enterrés à simple paroi ou placés dans une fosse remblayée sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée par un technicien agréé en respectant les périodicités suivantes :

1° tous les dix ans, pour les réservoirs âgés de dix à vingt ans;

2° tous les cinq ans, pour les réservoirs âgés de vingt et un ans à trente ans;

3° tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont l'année de construction ne peut être établie.

Les tuyauteries de ces réservoirs sont également soumises à une épreuve d'étanchéité suivant la même périodicité. Les accessoires du réservoir tels que le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés suivant la même périodicité.

Les réservoirs double paroi et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée par un technicien agréé tous les dix ans et tous les trois ans si l'année de construction du réservoir ne peut être établie. Les accessoires du réservoir tels que le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés suivant la même périodicité.

La périodicité visée aux alinéas précédents se calcule à partir de la date d'acquisition du réservoir ou de celle du dernier contrôle effectué.

L'épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 bar, ne peut pas être effectuée pour les réservoirs placés dans des sols, sauf si les réservoirs ont été préalablement vidés, nettoyés et dégazés de toute matière inflammable.

Art. 56. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :

1° le certificat de dégazage;

2° le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage;

3° le certificat d'évacuation du réservoir ou le certificat d'inertage comportant le type de matériau utilisé et la quantité mise en œuvre.

Art. 57. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté à un réservoir :

1° le réservoir concerné est mis hors service et vidé le plus rapidement possible;

2° si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir réussi une épreuve d'étanchéité par un expert compétent. Si le réservoir n'est pas réparé, celui-ci est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

Art. 58. Complémentairement à l'article 57, s'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent après avoir été préalablement vidé, dégazé et nettoyé.

CHAPITRE III. — *Remise en état*

Art. 59. En fin d'exploitation, les réservoirs ayant contenu des huiles usagées sont vidés, dégazés, nettoyés et enlevés. Les tuyauteries sont vidées et démontées.

S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, celui-ci est rempli de sable ou d'un autre matériau inerte équivalent après avoir été préalablement vidé, dégazé et nettoyé.

Art. 60. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sol ou le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions propres à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

TITRE IV. — *Réipients mobiles*

Art. 61. § 1^{er}. Les huiles usagées, stockées dans des réipients mobiles à simple paroi, sont placés dans un bac de rétention étanche, dans un encuvement étanche ou dans une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement de la fosse ou du bac de rétention présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement, la fosse ou le bac de rétention ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;

3° l'encuvement, la fosse ou le bac de rétention a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :

a) la moitié de la capacité totale des récipients qu'il contient;

b) la capacité du plus grand des récipients majorée de 25 % du volume total des autres récipients.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les récipients mobiles peuvent être placés sur une aire de stockage étanche pour autant que celle-ci est reliée à un système de collecte interne des liquides.

Art. 62. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel dans le sol ou le sous-sol, l'exploitant en avertit immédiatement l'autorité compétente.

§ 2. Lorsque ces terres ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant procède à leur entreposage dans des conditions propres à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage se fait à l'abri des intempéries.

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 63. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne sont plus applicables aux établissements visés par le présent arrêté.

Art. 64. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 3, et 30, 1°, 2°, 3°, 4°, 8° et 9°, ne s'appliquent pas aux établissements existants.

Art. 65. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 62

[2009/200009]

5. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur Zwischenlagerung und Sortierung von Altölen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des am 30. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.986/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3, § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen.

In der Erwägung, dass die Regierung, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt, kraft Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 nur dann von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn diese Abweichung begründet wird;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur Zeit teilweise veraltet ist; dass manche dieser Bestimmungen in der Tat in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für das Haushaltsabwasser und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitsbereiche anwendbar sind oder sich auf Analysemethoden beziehen, die heute verboten sind, wie z.B.:

- der Putrefaktionstest mit Methylenblau, in Vergessenheit geratener Parameter;

- die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heute verboten und durch eine neue Methode ersetzt ist;

In der Erwägung, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 es zuletzt möglich macht, die Anzahl der auf einen Betrieb anwendbaren Verordnungstexte zu begrenzen, wobei auf den Wunsch der Wallonischen Regierung, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung einzuleiten, eingegangen wird;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Art. 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste; dass die Europäische Kommission ein ausführliches Gutachten abgegeben hat, dass es beantwortet worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,
Beschließt:

Titel 1 — Gemeinsame Bestimmungen

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Anlagen für die Zwischenlagerung und die Sortierung von Altölen anwendbar, so wie sie in Artikel 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, die in der Rubrik 37.20.08 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, bestimmt werden;

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Freiluftbehälter: Behälter, der entweder unter freiem Himmel, oder in einem oberirdisch oder unterirdisch angelegten Raum, oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube aufgestellt werden kann. Ein Behälter gilt als unzugänglicher Freiluftbehälter, wenn mindestens eine seiner Wände nicht sichtbar ist;

2° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich völlig oder teilweise unter dem Bodenniveau befindet und dessen Wände in direktem Kontakt mit dem umgebenden Erdreich oder mit dem Schüttstoff stehen;

3° mobiles Behältnis: jedes Fass, jeder Kanister oder jeder Container, das bzw. der dazu bestimmt ist, Altöle zu enthalten;

4° fachkundiger Sachverständiger: eine gemäß der Norm ISO/CEI 17020 akkreditierte Person oder technische Dienststelle oder ein im Sachbereich "Lagereinrichtungen" gemäß Artikel 681/73 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung zugelassener Sachverständiger;

5° zugelassener Techniker: ein gemäß Artikel 634ter/4 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung zugelassener Techniker;

6° bereits bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener Betrieb. Der Betrieb, dessen Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Aufstellung und Bau

Art. 3 - Der Betrieb darf nicht:

1° weniger als 10 Meter von einem Oberflächengewässer, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation entfernt aufgestellt werden;

2° in einem Wasserentnahmegebiet nach den Artikeln R. 147, R. 157, R. 159, § 1, 1° und R. 160 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, aufgestellt werden.

Art. 4 - Außer im Falle, wo natürliche Grenzen bestehen, ist der Betrieb mit einer aus lokalen Arten bestehenden Gehölzkulisse umgeben, die einen Sichtschutz bildet.

Art. 5 - Die Lagerflächen werden so entworfen und gebaut, dass:

1° Unfälle bei den Verrichtungen zum Lagern und zum Laden der Fahrzeuge vermieden werden;

2° keine Streuung der Abfälle stattfindet.

Art. 6 - Die flüssigen Altöle werden in Behältern gelagert, die gegen die Korrosion oder jeden anderen Angriff durch die Produkte, die sie enthalten, widerstandsfähig sind.

Art. 7 - Um jede Fläche zur Lagerung von Altölen im Freien, die sich an einem Ort befindet, an dem nicht dem Standort zugehörige Personen Zugang haben, wird ein mindestens zwei Meter hoher Zaun aufgebaut. Es kann auch anderes solides, auf Dauer eingerichtetes Material verwendet werden, insofern es einen mindestens gleichwertigen Schutz- und Sicherheitsgrad gewährleistet wie die oben erwähnte Umzäunung.

Es wird dafür gesorgt, dass die Fahrzeuge des regionalen Feuerwehrdienstes leicht ab den öffentlichen Verkehrswegen zur Lagerfläche fahren können.

Art. 8 - Die Stabilität der mobilen Behälter oder Behältnisse ist unter allen Umständen gewährleistet. Sie stehen auf einem Fundament, das ausreicht, um zu verhindern, dass übermäßige Spannungen oder ungleichmäßige Bodensenkungen ein Umkippen oder einen Bruch der Behälter verursachen können.

Art. 9 - Die mobilen Behälter und Behältnisse werden so angelegt, dass sie leicht inspiziert und gewartet werden können, dies sowohl von außen als auch von innen.

Art. 10 - Die Füllöffnungen befinden sich in einer dichten Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten, die nicht direkt mit der öffentlichen Kanalisation, einem gewöhnlichen Oberflächengewässer oder einem künstlichen Ableitweg verbunden ist.

Art. 11 - Jeder Behälter wird unter der Aufsicht eines fachkundigen Sachverständigen gemäß den Vorschriften der in den folgenden Artikeln erwähnten Norm, die auf ihn anwendbar ist, transportiert, aufgestellt und angeschlossen.

Art. 12 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

1° die Nummer und das Baujahr des Behälters;

2° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;

3° das im Behälter enthaltene Produkt;

4° das Datum der Dichtheitsprüfung und deren Gültigkeit.

Art. 13 - Alle Zubehörteile wie Rohrleitungen, Ventile und Pumpen befinden sich genau über den Auffangvorrichtungen und sind so eingerichtet, dass jede bei einem Leck austretende Flüssigkeit gesammelt und zu besagten Vorrichtungen geführt wird.

Art. 14 - Um bei einem etwaigen Leck der Rohrleitungen austretende Flüssigkeiten aufzufangen und das Abfließen von Altölen in den Boden zu vermeiden, werden entweder doppelwandige Rohrleitungen oder aber einwandige Rohrleitungen, die in einer Rinne verlegt werden, die für Altöle undurchlässig ist, verwendet. Diese Rinne weist ein leichtes kontinuierliches Gefälle zu einer leicht zugänglichen Auffangvorrichtung auf.

Maßnahmen werden getroffen, damit diese Rohrleitungen gegen Verformungen durch den gegebenenfalls stattfindenden Fahrzeugverkehr geschützt sind.

Art. 15 - Jegliche eingegrabene metallische Rohrleitung ist durch mindestens eine Rostschuttschicht und eine dichte und selbstklebende spezielle Isolierbandumwicklung oder durch jegliches andere System mit einem gleichwertigen Rostschutzniveau einwandfrei gegen Rost geschützt.

Art. 16 - Jeder Behälter ist an ein Entlüftungsrohr angeschlossen, das ins Freie mündet und mit einer Vorrichtung versehen ist, die das Eindringen von Regen- und/oder Niederschlagswasser sowie von jedem anderen Gegenstand verhindert. Dieses Entlüftungsrohr ist so dimensioniert, dass jeder Überdruck bzw. Unterdruck im Behälter verhindert wird.

KAPITEL III. — *Betrieb*

Art. 17 - Die Höchstmenge von am Betriebsstandort gelagerten Altölen wird durch die besonderen Bedingungen festgesetzt.

Art. 18 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

1° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;

2° die Anweisungen bezüglich der Handhabung, der Lagerung und der Abführung der Altöle unter Beachtung der vorliegenden Bedingungen und der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle.

Art. 19 - Die Tage und Zeiten für die Annahme der Altöle sind in den besonderen Bedingungen festgesetzt.

Art. 20 - Die Vorgänge in Bezug auf die Zwischenlagerung und die Sortierung von Altölen sind nur in Anwesenheit und unter der Aufsicht eines Beauftragten erlaubt, der ständig über alle erforderlichen Anweisungen in Sachen Unfall- und Brandvorbeugung verfügt.

Art. 21 - Bevor von verschiedenen Erzeugern oder Haltern stammende Altöle gemischt werden, führt der Betreiber einen Test zum Aufspüren der PCB an einer repräsentativen Probe durch.

Der Betreiber lässt die eingesetzten Verfahren zur Probenahme und zum Aufspüren der PCB durch ein Labor, das aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle zugelassen ist, für gültig erklären.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 22 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen regionalen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — *Wasser*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 23 - §1. Das Wasser, das mit Altölen verschmutzt ist bzw. sein könnte, einschließlich des aus den Schutzwannen, den Auffangbecken und den Gruben abgeleiteten Regenwassers, darf nicht in das Grundwasser eingeleitet werden.

§2. Das Wasser, das zur Säuberung des Inneren der Behälter und der mobilen Behältnisse dient, darf nicht abgeleitet werden und wird zu einer Anlage, die es behandeln darf, abgeführt.

Art. 24 - Das System zum Sammeln des Wassers, das mit Altölen verschmutzt ist bzw. sein könnte, ist vom System zum Sammeln des häuslichen Abwassers und des Regenwassers, das nicht mit Altölen verschmutzt ist bzw. sein könnte, völlig getrennt.

Art. 25 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses dürfen die auf dem Boden befindlichen Flüssigkeiten auf keinen Fall in eine öffentliche Kanalisation, das gewöhnliche Oberflächenwasser, einen künstlichen Ableitweg oder das Grundwasser abgeleitet werden. Sie werden sofort neutralisiert, vernichtet und/oder abgeführt.

Art. 26 - Jede direkte Verbindung zwischen der Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten der Ablade- oder Ladeflächen oder der Sickergrube und der öffentlichen Kanalisation, einem Oberflächengewässer oder einem künstlichen Ableitweg für Flüssigkeiten ist verboten.

Wenn keine mit dem Standort verbundene Klärstation für das verschmutzte Wasser besteht, darf das Regenwasser nicht aus den Auffangbecken oder den Sickergruben ohne vorherige Überprüfung seiner Qualität abgeführt werden. Ein zuverlässiges System verhindert die unfallbedingte Ableitung von flüssigem Abwasser in Ermangelung einer angemessenen Behandlung. Gilt als zuverlässiges System ein Aufnahmesystem, das mit einer mit der Hand gestarteten Pumpe ab einem Ort, aus dem es möglich ist, die Qualität des flüssigen Abwassers zu beurteilen, funktioniert. Falls das Regenwasser eine etwaige Behandlung benötigt, ist dessen Ableitung verboten und wird es zu einer Anlage, die es ableiten darf, abgeführt oder wie Abfall behandelt.

Wenn eine mit dem Standort verbundene Klärstation für das verschmutzte Wasser besteht, darf das Regenwasser kontinuierlich zu der Klärstation abgeführt werden.

Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser oder künstliche Abflusswege

Art. 27 - Das Abwasser, das durch Altöle verunreinigt ist bzw. sein könnte und in gewöhnliche Oberflächengewässer oder in künstliche Abflusswege abgeleitet wird, genügt folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;

2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30° C nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° eine für das abgeleitete Abwasser repräsentative Probe darf keine Öle, Fette oder anderen Schwebstoffe in solchen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht zweifellos festgestellt werden kann;

7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Stoffe enthalten sein, die in den Artikeln R. 131 bis R. 141 und in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden.

Unterabschnitt 2 - Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 28 - Das Abwasser, das durch Altöle verunreinigt ist bzw. sein könnte und in öffentliche Kanalisationen abgeleitet wird, muss folgenden Bedingungen genügen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45° C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 4° die Schwebstoffe dürfen nicht größer als 1 cm sein. Diese Schwebstoffe dürfen von Ihrer Struktur aus der Funktion der Förder- und Klärstationen nicht schaden;
- 5° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 6° der Gehalt der an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 8° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Stoffe enthalten sein, die:
 - a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen darstellen können;
 - b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Kanalisationen verursachen können;
 - c) eine Behinderung der Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen verursachen können.
- 9° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Stoffe enthalten sein, die in den Artikeln R. 131 bis R. 141 und in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden.

KAPITEL VI — *Kontrolle und Selbstkontrolle*

Art. 29 - Vor der Inbetriebsetzung wird die Dichtheit der ganzen Anlage von einem fachkundigen Sachverständigen geprüft.

Art. 30 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Identifizierungskarte von jedem Behälter zur Verfügung. Darauf stehen:

- 1° der Name und/oder die Marke des Herstellers des Behälters;
- 2° die Nummer und das Baujahr des Behälters;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;
- 4° die vom Werk ausgestellte Dichtheitsbescheinigung;
- 5° die Art und der Typ des Behälters;
- 6° die Konformitätsbescheinigung des Behälters in Bezug auf eine in den Artikeln 34, 35, 36, 49, 50 und 51 bestimmte Norm;
- 7° das Datum der Aufstellung des Behälters;
- 8° die von einem fachkundigen Sachverständigen gemäß den vorliegenden Vorschriften ausgestellte Bescheinigung der Aufstellung des Behälters und seines Anschlusses;
- 9° die von einem fachkundigen Sachverständigen ausgestellte Dichtheits- und Konformitätsbescheinigung der gesamten Anlage vor der Inbetriebnahme;
- 10° die von einem zugelassenen Techniker ausgestellte periodische Dichtheitsbescheinigung der gesamten Anlage.

Art. 31 - Der Betreiber und der mit der Überwachung beauftragte Beamte verwenden die Referenzmethoden für die Bemusterung und die Analyse aller in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Parameter, die durch das "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle für gültig erklärt worden sind.

Die in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Parameterwerte sind augenblickliche Höchstkonzentrationen.

Art. 32 - Das Wasser, das durch Altöle verunreinigt ist bzw. sein könnte, wird durch eine Kontrollvorrichtung abgeführt, die folgenden Anforderungen genügt:

- 1° eine leichte Probenahme ermöglichen;
- 2° leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;
- 3° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

KAPITEL VI — *Sicherheitsleistung*

Art. 33 - Die in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umwelt erwähnte Sicherheitsleistung wird für den Betrieb angefordert und ihr Betrag wird durch die besonderen Bedingungen festgesetzt.

TITEL II — **Oberirdische Behälter**

KAPITEL I — *Aufstellung und Bau*

Art. 34 - Die metallischen Behälter entsprechen den Baunormen NBN EN 12.285-2, was die waagerechten zylindrischen Behälter aus Stahl mit einfacher oder doppelter Wand betrifft, und NBN I.03.002, was den Transport, die Installation und den Anschluss betrifft, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischen Norm.

Art. 35 - Die waagerechten zylindrischen Behälter aus verstärktem wärmehärtendem Kunststoff mit einfacher Wand entsprechen den Baunormen NBN EN 976-1 und der Norm NBN T 41-014, was den Transport, die Installierung und den Anschluss betrifft, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischen Norm.

Art. 36 - Die waagerechten zylindrischen Behälter aus Polyäthylen entsprechen der Baunorm NBN EN 13.341 oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischen Norm.

Art. 37 - Die Behälter, die keine zylindrischen waagerechten Behälter sind, werden unter der Aufsicht des fachkundigen Sachverständigen gemäß den Regeln der guten fachlichen Praxis, die ein den vorerwähnten Normen entsprechendes Sicherheitsniveau aufweisen, gebaut, transportiert, installiert und angeschlossen.

Art. 38 - § 1. Die äußere Ummantelung aus Metall ist gegen Rost geschützt gemäß den Vorschriften der Norm NBN EN 12.285-2 oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischen Norm. Jeder andere Schutz, der eine gleichwertige Widerstandsfähigkeit aufweist, kann angenommen werden, wenn sein Niveau in Sachen Umweltschutz der vorerwähnten Norm entspricht.

§ 2. Die unter freiem Himmel aufgestellten Behälter aus Polyäthylen weisen eine gute Beständigkeit gegen UV-Strahlen auf oder sind vor diesen Strahlen geschützt aufgestellt.

Art. 39 - Die unter freiem Himmel, in einem Keller oder einem Raum aufgestellten Behälter mit einfacher Wand werden in einer Schutzwanne aufgestellt, die für Flüssigkeiten, die aufzufangen sind, undurchlässig ist.

In Abweichung von Artikel 34 wird dieser Auffangraum freigelassen und kann ein Fassungsvermögen aufweisen, das dem größten der Behälter entspricht.

Art. 40 - Die doppelwandigen Behälter sind mit einem System zur ständigen Kontrolle der Dichtheit ausgerüstet, das mit einer visuellen und akustischen Alarmvorrichtung versehen ist, die sich bei Dichtheitsverlust einer der Wände auslöst.

Art. 41 - Inhaltsstandsanzeiger aus Glas oder Kunststoff, die an der Außenseite des Behälters angebracht werden, sind untersagt.

Art. 42 - Falls sich die Freiluftbehälter unter oberirdisch verlegten Stromleitungen befinden, werden angemessene Vorkehrungen getroffen, um jegliche unbeabsichtigte Berührung der Kabel mit den Behältern zu vermeiden.

KAPITEL II — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 43 - Der Betreiber hält die Schutzwanne in einem guten Zustand und überprüft deren Dichtigkeit. Das Volumen der Schutzwanne darf nicht durch das Lagern von anderen Stoffen verringert werden.

Der Betreiber entfernt systematisch jede Vegetation, die in der Schutzwanne wachsen könnte oder deren Dichtheit beeinträchtigen könnte.

Die erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um zu verhindern dass sich die Schutzwanne mit Regenwasser füllt, wobei die Dichtheit der Schutzwanne zu gewährleisten ist.

Art. 44 - Alle zehn Jahre werden die Freiluftbehälter und ihre Leitungen einer durch einen zugelassenen Techniker durchgeführten Sichtkontrolle unterzogen. Die nicht zugänglichen Behälter und die eingegrabenen Leitungen werden in den gleichen Zeitabständen einer Dichtheitsprüfung unterzogen. Die Zeitabstände werden ab dem Datum des Erwerbs des Behälters oder ab dem Datum der letzten durchgeführten Kontrolle gerechnet.

Art. 45 - Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten alle Dokumente zur Verfügung, die bescheinigen, dass ein Behälter außer Betrieb gesetzt worden ist, d.h.:

1° die Entgasungsbescheinigung;

2° die Bescheinigung darüber, dass die Reinigungsrückstände beseitigt wurden;

3° die Bescheinigung darüber, dass der Behälter beseitigt worden ist.

Art. 46 - Wenn ein Leck an einem Behälter oder seinen Rohrleitungen festgestellt wird:

1° wird der betroffene Behälter schnellstens außer Betrieb gesetzt und entleert;

2° wenn der Behälter repariert worden ist, darf er nur dann wieder in Betrieb gesetzt werden, nachdem eine von einem fachkundigen Sachverständigen vorgenommene Dichtheitsprüfung erfolgreich stattgefunden hat.

Der Behälter wird geleert, entgast, gereinigt und entfernt, wenn er nicht repariert wird. Die Leitungen werden geleert und abmontiert.

KAPITEL III — Wiederinstandsetzung

Art. 47 - Bei Beendigung des Betriebs werden die Behälter, die Altöle enthalten haben, geleert, entgast, gereinigt und entfernt. Die Leitungen werden geleert und abmontiert.

Art. 48 - § 1. Bei unfallbedingtem Abfließen in den Boden oder den Untergrund benachrichtigt der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde.

§ 2. Wenn verunreinigte Erde nicht sofort abtransportiert werden kann, wird sie vom Betreiber so gelagert, dass jedes Abfließen oder jede Verdunstung von umweltbelastenden Stoffen vermieden wird. Diese Lagerung erfolgt an einem witterungsgeschützten Ort.

TITEL III — Eingegrabene Behälter

KAPITEL I — Aufstellung und Bau

Art. 49 - Die metallischen Behälter entsprechen den Baunormen EN 12.285-1 für waagerechte zylindrische Behälter aus Stahl mit einfacher oder doppelter Wand, die in einer Werkstatt hergestellt werden und zur unterirdischen Lagerung von brennbaren und unbrennbaren, das Wasser verunreinigenden Flüssigkeiten dienen, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischer Norm.

Art. 50 - Die waagerechten zylindrischen Behälter aus verstärktem wärmehärtendem Kunststoff mit einfacher Wand entsprechen der Baunorm NBN EN 976-1 für den Bau und NBN EN 976-2 für die Lagerung, den Transport, die Handhabung und die Installierung, oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischen Norm.

Art. 51 - Die Behälter, die keine zylindrischen waagerechten Behälter sind, werden unter der Aufsicht des fachkundigen Sachverständigen gemäß den Regeln der guten fachlichen Praxis, die ein den vorerwähnten Normen entsprechendes Sicherheitsniveau aufweisen, gebaut, transportiert, installiert und angeschlossen.

Art. 52 - Die äußere Ummantelung aus Metall ist durch eine den Vorschriften der Norm EN 12.285 oder ihrer letzten Revision oder auch jeder gleichwertigen ausländischen Norm entsprechende Beschichtung gegen Rost geschützt. Jeder andere Schutz, der eine gleichwertige Widerstandsfähigkeit aufweist, kann angenommen werden, wenn sein Niveau in Sachen Umweltschutz der vorerwähnten Norm entspricht.

Art. 53 - Die Behälter mit einfacher Wand werden entweder direkt in das Erdreich vergraben oder in einer aufgefüllte Grube aufgestellt, die gegen die möglicherweise auslaufenden Flüssigkeiten undurchlässig ist.

Das zum Auffüllen verwendete Material muss inert sein, es darf keine Asche, Ziegelsteine oder andere Stoffe enthalten, die den Belag des Behälters beschädigen könnten.

Die Behälter mit einfacher Wand sind mit einer Vorrichtung zur Kontrolle der Dichtheit mit einer sichtbaren und hörbaren Alarmanlage ausgestattet.

Art. 54 - Maßnahmen werden getroffen, damit die Behälter gegen durch die etwaige Durchfahrt von Fahrzeugen verursachte Verformungen geschützt sind.

KAPITEL II — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 55 - Die eingegrabenen einwandigen Behälter oder die in einer zugeschütteten Grube aufgestellten Behälter werden in folgenden Zeitabständen einer von einem zugelassenen Techniker durchgeführten Dichtheitsprüfung unterzogen:

- 1° alle zehn Jahre für die zehn bis zwanzig Jahre alten Behälter;
- 2° alle fünf Jahre für die einundzwanzig bis dreißig Jahre alten Behälter;
- 3° alle drei Jahre für die Behälter, die älter als dreißig Jahre sind oder deren Baujahr nicht festgestellt werden kann.

Die Leitungen zu diesen Behältern werden ebenfalls in den gleichen Zeitabständen einer Dichtheitsprüfung unterzogen. Das Zubehör des Behälters wie das System zur ständigen Kontrolle der Dichtigkeit wird in den gleichen Zeitabständen kontrolliert.

Die Behälter mit doppelter Wand und deren Leitungen werden ebenfalls alle zehn Jahre einer von einem zugelassenen Techniker durchgeführten Dichtheitsprüfung unterzogen und alle drei Jahre, wenn das Baujahr des Behälters nicht festgestellt werden kann. Das Zubehör des Behälters wie das System zur ständigen Kontrolle der Dichtigkeit wird in den gleichen Zeitabständen kontrolliert.

Die in den vorigen Absätzen erwähnten Zeitabstände werden ab dem Datum des Erwerbs des Behälters oder ab dem Datum der letzten durchgeführten Kontrolle berechnet.

Die anhand einer Flüssigkeit unter einem Druck von 1 Bar durchgeführte Dichtheitsprüfung kann für die unterirdisch angelegten Behälter nicht durchgeführt werden, es sei denn diese Behälter sind vorab von jedem entzündlichen Stoff geleert, gereinigt und entgast worden.

Art. 56 - Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten alle Dokumente zur Verfügung, die bescheinigen, dass ein Behälter außer Betrieb gesetzt worden ist, d.h.:

- 1° die Entgasungsbescheinigung;
- 2° die Bescheinigung darüber, dass die Reinigungsrückstände beseitigt wurden;
- 3° die Bescheinigung darüber, dass der Behälter entfernt wurde oder die Inertisierungsbescheinigung, die die Art des verwendeten Stoffes und die Menge angibt.

Art. 57 - Wenn ein Leck an einem Behälter festgestellt wird:

- 1° wird der betroffene Behälter schnellstens außer Betrieb gesetzt und entleert;
- 2° wenn der Behälter repariert worden ist, darf er nur dann wieder in Betrieb gesetzt werden, nachdem eine von einem fachkundigen Sachverständigen vorgenommene Dichtheitsprüfung erfolgreich stattgefunden hat. Der Behälter wird geleert, entgast, gereinigt und entfernt, wenn er nicht repariert wird. Die Leitungen werden geleert und abmontiert.

Art. 58 - Ergänzend zu Artikel 57 wird ein Behälter, falls er nicht entfernt werden kann, mit Sand oder einem anderen gleichwertigen inerten Material gefüllt, nachdem er vorher geleert, entgast und gereinigt wurde.

KAPITEL III — Wiederinstandsetzung

Art. 59 - Bei Beendigung des Betriebs werden die Behälter, die Altöle enthalten haben, geleert, entgast, gereinigt und entfernt. Die Leitungen werden geleert und abmontiert.

Falls der Behälter nicht entfernt werden kann, wird er mit Sand oder einem anderen gleichwertigen inerten Material gefüllt, nachdem er vorher geleert, entgast und gereinigt wurde.

Art. 60 - § 1. Bei unfallbedingtem Abfließen in den Boden oder den Untergrund benachrichtigt der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde.

§ 2. Wenn diese Erde nicht sofort abtransportiert werden kann, wird sie vom Betreiber so gelagert, dass jedes Abfließen oder jede Verdunstung von umweltbelastenden Stoffen vermieden wird. Diese Lagerung erfolgt an einem witterungsgeschützten Ort.

TITEL IV — Mobile Behältnisse

Art. 61 - § 1. Die in beweglichen einwandigen Behältnissen gelagerten Altöle, werden in ein dichtes Auffangbecken, eine dichte Schutzwanne oder eine dichte Grube mit folgenden Merkmalen gestellt:

- 1° die Wände der Schutzwanne, der Grube oder des Auffangbeckens weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;
- 2° die Schutzwanne, die Grube oder das Auffangbecken darf keine Öffnung außer denjenigen, die für im Hinblick auf die Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, und insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation aufweisen;
- 3° die Schutzwanne, die Grube oder das Auffangbecken hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das mindestens dem größten der folgenden Werte entspricht:

- a) die Hälfte des gesamten Fassungsvermögens der Behältnisse, die sie enthält;
- b) das Fassungsvermögen des größten Behältnisses, das um 25 % des Gesamtvolumens der anderen Behältnisse erhöht wird.

§ 2. In Abweichung von § 1 können die beweglichen Behältnisse auf eine dichte Lagerfläche gestellt werden, wenn diese mit einem internen System zur Sammlung der Flüssigkeiten verbunden ist.

Art. 62 - § 1. Bei unfallbedingtem Abfließen in den Boden oder den Untergrund benachrichtigt der Betreiber unverzüglich die zuständige Behörde.

§ 2. Wenn diese Erde nicht sofort abtransportiert werden kann, wird sie vom Betreiber so gelagert, dass jedes Abfließen oder jede Verdunstung von umweltbelastenden Stoffen vermieden wird. Diese Lagerung erfolgt an einem witterungsgeschützten Ort.

TITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 63 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 03. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind nicht mehr auf die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 64 - Der vorliegende Erlass findet auf die Betriebe Anwendung, die spätestens ein Jahr nach dessen Inkrafttreten bestehen.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 3 und 30, 1°, 2°, 3°, 4°, 8° und 9° nicht auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 65 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 62

[2009/200009]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afgewerkte oliën

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het advies 43.986/4 van de Raad van State, gegeven op 30 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 nu gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van de bepalingen ervan immers zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI - Algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, o.a. :

- de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt wordt en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie een omstandig advies heeft uitgebracht; dat haar een antwoord werd gegeven;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel I — Gemeenschappelijke bepalingen**HOOFDSTUK I — Toepassingsgebied en begripsomschrijving**

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de hergroepering en de sortering van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën bedoeld in rubriek 37.20.08 van bijlage 1 bij het besluit van Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° bovengrondse tank : tank die in de openlucht, in een al dan niet ondergronds lokaal of in een niet opgehoogde kuil geplaatst kan worden. Een ontoegankelijke bovengrondse tank is een tank met minstens één onzichtbare wand;

2° ingegraven tank : tank die zich geheel of gedeeltelijk onder de grond bevindt en waarvan de wanden in rechtstreeks contact zijn met de omliggende aarde of met het ophogingsmateriaal;

3° verplaatsbaar recipiënt : vat, bus of container bestemd voor de opslag van afgewerkte oliën;

4° bevoegde deskundige : persoon of technische dienst geaccrediteerd volgens de norm ISO/CEI 17020 of deskundige erkend in het vak "opslaginstallatie" overeenkomstig artikel 681/73 van titel III van het Algemeen reglement op de arbeidsbescherming;

5° erkende technicus : technicus erkend overeenkomstig artikel 634ter/4 van titel III van het Algemeen reglement op de arbeidsbescherming;

6° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld. De verbouwing of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De inrichting mag niet gevestigd worden :

1. op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een piëzometer, een inlaat van een openbare riolering;
2. in een waterwingebied zoals bedoeld in de artikelen R. 147, R. 157, R. 159, § 1,1°, en R. 160 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Art. 4. Het terrein is omgeven door een rij inheemse gewassen en wordt zo aan het zicht onttrokken, behalve in geval van natuurlijke begrenzing.

Art. 5. De opslagplaatsen worden ontworpen en ingericht zodat :

- 1° ongevallen voorkomen kunnen worden bij de opslaghandelingen en het laden van de voertuigen;
- 2° afvalverspreiding voorkomen kan worden.

Art. 6. De afgewerkte oliën worden opgeslagen in tanks bestand tegen corrosie of inbijting door de producten die ze inhouden.

Art. 7. Elke ruimte voor de opslag van afgewerkte oliën in de openlucht gelegen op een plaats die toegankelijk is voor personen die niets te maken hebben met de opslagsite, is afgesloten met een omheining van minimum twee meter hoog. Andere materiële, stevige en vaste middelen kunnen aangewend worden voor zover ze dezelfde graad van bescherming en veiligheid als de omheining garanderen.

De voertuigen van de regionale brandweerdienst hebben vanaf de openbare weg vlotte toegang tot de opslagplaats.

Art. 8. De stabiliteit van de mobiele tanks en recipiënten wordt onder alle omstandigheden gegarandeerd. Ze worden geïnstalleerd zodat ze niet kunnen omslaan of scheuren ingevolge extreme druk of verzakkingen.

Art. 9. De mobiele tanks en recipiënten worden geplaatst zodat ze makkelijk gecontroleerd en onderhouden kunnen worden, zowel van buiten als van binnen.

Art. 10. De vulopeningen worden aangebracht in een lekvrije voorziening voor de opvang van de vloeistoffen die niet rechtstreeks op de riolering, een gewoon oppervlaktewater of een kunstmatige afvloeiingsweg aangesloten is.

Art. 11. Elke tank wordt onder het toezicht van een bevoegde deskundige vervoerd, geplaatst en aangesloten overeenkomstig de voorschriften van de in de volgende artikelen bedoelde norm die erop toepasselijk is.

Art. 12. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° het bouwnummer en -jaar;
- 2° de capaciteit van de tank in m³ of in liters;
- 3° het product dat zich in de tank bevindt;
- 4° de datum van de dichtheidstest en de geldigheidsduur ervan.

Art. 13. Alle toebehoren, zoals leidingen, kleppen en pompen, bevinden zich loodrecht boven opvangvoorzieningen en zijn ingericht zodat alle lekkages naar die voorziening geleid worden.

Art. 14. Om een eventuele lekkage van de leidingen tegen te houden en om de verspreiding van afgewerkte oliën in de grond te voorkomen, beschikken die over hetzij een dubbele wand, hetzij een enkele wand, geplaatst in een sleuf die geen afgewerkte oliën doorlaat. Vanaf de sleuf worden de oliën via een doorlopende lichte helling afgevoerd naar een vlot toegankelijke opvangvoorziening.

Er worden maatregelen genomen om die leidingen te beschermen tegen vervormingen die te wijten zijn aan de eventuele doorgang van de voertuigen.

Art. 15. Elke ingegraven metalen leiding wordt keurig tegen corrosie afgeschermd door minstens een laag antiroestverf en een omhulling waterdichte en zelfklevende speciale isoleerband of door elk ander gelijkwaardig beschermingsmiddel.

Art. 16. Elke tank wordt aangesloten op een luchtleiding die in de openlucht uitmondt en die voorzien is van een systeem dat regenwater, afvloeiend water en/of elk voorwerp tegenhoudt. Die luchtkoker is gedimensioneerd zodat alle over- of onderdruk binnen de tank voorkomen wordt.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 17. De maximumhoeveelheid afgewerkte oliën opgeslagen op de exploitatiesite wordt vastgelegd in de bijzondere voorwaarden.

Art. 18. De exploitant is verplicht over een werkplan te beschikken. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

- 1° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;
- 2° de instructies betreffende de hantering, de opslag en de verwijdering van de afgewerkte oliën met inachtneming van deze voorwaarden en van de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 19. De dagen en uren waarop afgewerkte oliën worden aangenomen liggen in de bijzondere voorwaarden vast.

Art. 20. De handelingen tot hergroepering en sortering van afgewerkte oliën mogen slechts verricht worden in aanwezigheid en onder toezicht van een aangestelde die beschikt over alle vereiste instructies inzake ongevallen- en brandpreventie.

Art. 21. Voor elke vermenging van afgewerkte oliën afkomstig van verschillende producenten of houders voert de exploitant een test met een representatief monster uit om pcb's op te sporen.

De exploitant laat de aangewende methodes voor de monsterneming en de opsporing van pcb's valideren door een laboratorium erkend krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval.

HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 22. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — Water

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 23. § 1. De wateren die door afgewerkte oliën verontreinigd zijn of zouden kunnen worden, met inbegrip van het regenwater dat uit de inkuipingen, retentiebakken en kuilen afgevoerd wordt, mogen niet in de ondergrondse wateren geloosd worden.

§ 2. Het water voor de binnenreiniging van de mobiele tanks en recipiënten mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te behandelen.

Art. 24. Het systeem voor de opvang van de wateren die door afgewerkte oliën verontreinigd zijn of zouden kunnen worden, is strikt gescheiden van het systeem voor de opvang van het huishoudelijk afvalwater en het regenwater dat niet door de afgewerkte oliën verontreinigd is of kan worden.

Art. 25. In geval van accidentele lozing mogen de op de grond verspreide vloeistoffen geenszins geloosd worden in een openbare riolering, in een gewoon oppervlaktewater, in een kunstmatige afwateringsweg of in de ondergrondse wateren. Ze worden onmiddellijk geneutraliseerd, vernietigd en/of afgevoerd.

Art. 26. Elke rechtstreekse verbinding tussen de voorziening voor de retentie van de vloeistoffen van de aflaad- of laadruimtes of de afvoerput en de openbare riolering, een gewoon oppervlaktewater of een kunstmatige afwateringsweg is verboden.

Wanneer geen station voor de zuivering van het verontreinigde water met de site verbonden is, mag het regenwater pas uit de retentiekoppen of afvoerputten afgevoerd worden als de kwaliteit ervan gecontroleerd is. Een betrouwbaar systeem belet de accidentele afvoer van de vloeibare effluënten bij gebrek aan een gepaste behandeling. Onder betrouwbaar systeem wordt verstaan een systeem voor opvang d.m.v. een pomp die met de hand ingeschakeld wordt vanaf een plek waar geoordeeld kan worden over de kwaliteit van de vloeibare effluënten. Regenwater dat eventueel behandeld moet worden, mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te lozen of beheerd als afval.

Wanneer een station voor de zuivering van het verontreinigde water met de site verbonden is, mag het regenwater continu naar het zuiveringsstation afgevoerd worden.

Afdeling 2. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor het lozen in gewone oppervlaktewateren of in kunstmatige afwateringskanalen

Art. 27. Het in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afvloeiingsweg geloosde water dat door afgewerkte oliën verontreinigd is of kan worden voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;
- 4° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 5° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;
- 6° een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen
- 7° het bevat geen van de stoffen die bedoeld worden in de artikelen R. 131 tot R. 141 en de desbetreffende bijlagen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor het lozen in openbare rioleringen

Art. 28. Het in openbare rioleringen geloosde water dat door afgewerkte oliën verontreinigd is of kan worden voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45 °C;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;
- 4° de zwevende stoffen mogen niet groter zijn dan 1 cm. Vanwege hun structuur mogen ze de werking van de opvang- en zuiveringsstations niet schaden;
- 5° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 6° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
- 7° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
- 8° het afvalwater bevat geen stoffen die :
 - a) gevaar kunnen inhouden voor het onderhoudspersoneel van de rioleringen en installaties;
 - b) de leidingen zouden kunnen beschadigen of verstoppen;
 - c) de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties zouden kunnen hinderen;
- 9° het bevat geen van de stoffen die bedoeld worden in de artikelen R. 131 tot R. 141 en de desbetreffende bijlagen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

HOOFDSTUK VI. — Controle en zelfcontrole

Art. 29. Vóór de inbedrijfstelling wordt de gezamenlijke installatie onderworpen aan een dichtheidstest die door een bevoegde deskundige uitgevoerd wordt.

Art. 30. De exploitant legt de identiteitsfiche van elke tank ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar. Die fiche bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam en/of het merk van de bouwheer;
- 2° het bouwnummer en -jaar;
- 3° de capaciteit van de tank in m³ of in liters;
- 4° het dichtheidsattest afgeleverd door de fabriek;
- 5° het type tank en de aard ervan;
- 6° het conformiteitscertificaat van de tank i.v.m. een norm omschreven in de artikelen 34, 35, 36, 49, 50 en 51;
- 7° de datum van de plaatsing van de tank;
- 8° het certificaat waaruit blijkt dat de tank geplaatst en aangesloten is, afgeleverd door een bevoegde deskundige overeenkomstig deze voorschriften;
- 9° het door de bevoegde deskundige afgeleverde dichtheids- en conformiteitscertificaat vóór de inbedrijfstelling;
- 10° het periodieke dichtheidscertificaat voor de gezamenlijke installatie, afgeleverd door een erkende technicus.

Art. 31. De exploitant en de toezichthoudende ambtenaar gebruiken de referentiemethodes voor de monsterneming en de analyse van alle parameters bedoeld in de artikelen 27 en 28. Die methodes worden door het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) gevalideerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de Service public".

De parametrische waarden bedoeld in de artikelen 27 en 28 zijn ogenblikkelijke maximumconcentraties.

Art. 32. Het water dat door de afgewerkte oliën verontreinigd is of kan worden wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet :

- 1° een vlotte monsterneming toelaten;
- 2° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;
- 3° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties inzake waterkwaliteit en -kwaliteit biedt.

HOOFDSTUK VI. — Zekerheid

Art. 33. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt voor de inrichting geëist en het bedrag ervan wordt in de bijzondere voorwaarden vastgelegd.

TITEL II. — Bovengrondse tanks

HOOFDSTUK I. — Vestiging en bouw

Art. 34. Metalen tanks voldoen aan de bouwnorm NBN EN 12285-2 wat betreft horizontale cilindervormige tanks uit enkelvoudig staal en met dubbele wand en aan de bouwnorm NBN I.03.002 wat betreft het vervoer, de installatie en de aansluiting of de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 35. De horizontale cilindrische stalen tanks met enkele wand uit versterkte thermohardende kunststoffen voldoen aan de bouwnormen NBN EN 976.1 en EN 13121-1 en aan de norm NBN T 41-014 voor het vervoer, de plaatsing en de aansluiting of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige buitenlandse norm.

Art. 36. Tanks uit polyethyleen voldoen aan de bouwnorm NBN EN 13.341 of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 37. De tanks die niet cilindrisch horizontaal zijn worden onder het toezicht van een bevoegde deskundige gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten volgens regels van goede praktijk met een veiligheidsgraad die aan genoemde normen voldoet.

Art. 38. § 1. Het metalen buitenomhulsel is tegen corrosie beschut overeenkomstig de voorschriften van de norm NBN EN 12.285-2 of de laatste herziening ervan of elke andere gelijkwaardige buitenlandse norm. Elke andere beschutting met een gelijkwaardige weerstand kan aangenomen worden voor zover de milieubeschermingsgraad ervan aan genoemde norm voldoet.

§ 2. Tanks uit polyethyleen die in de openlucht staan zijn goed bestand tegen ultraviolette stralen of worden buiten hun bereik geplaatst.

Art. 39. De tanks met enkele wand geplaatst in de open lucht, in een kelder of in een lokaal worden geïnstalleerd in een inkuiping die waterdicht is tegen de vloeistoffen die gestuwd zouden kunnen worden.

In afwijking van artikel 34 wordt die stuwruimte vrijgehouden en kan dezelfde inhoud hebben als die van de grootste tank.

Art. 40. De tanks met dubbele wand zijn uitgerust met een systeem voor permanente dichtheidscontrole voorzien van een visueel en akoestisch alarmsysteem indien één van de wanden aan dichtheid verliest.

Art. 41. Het is verboden niveaubuizen uit glas of kunststof buiten de tank te plaatsen.

Art. 42. Indien de bovengrondse tanks zich onder elektrische bovenleidingen bevinden, worden alle geschikte maatregelen genomen om elk accidenteel contact tussen kabels en tanks te voorkomen.

HOOFDSTUK II. — Controle en zelftoezicht

Art. 43. De exploitant zorgt voor de goede staat van de kuip en controleert de dichtheid ervan. De capaciteit van de kuip mag niet verminderd worden door de opslag van andere stoffen.

De exploitant zorgt voor de systematische verwijdering van alle vegetatie die de dichtheid van de kuip in het gedrang kan brengen.

De nodige maatregelen worden genomen om het regenwater dat zich in de kuip kan opstapelen regelmatig af te voeren, waarbij de dichtheid van de kuip behouden wordt.

Art. 44. De bovengrondse tanks en de leidingen ervan worden om de tien jaar visueel nagekeken door een erkende technicus. De ontoegankelijke tanks en de ingegraven leidingen worden op dezelfde tijdstippen aan een dichtheidstest onderworpen. De tijdstippen worden vastgelegd met ingang van de datum van aankoop van de tank of van de datum waarop de laatste controle is uitgevoerd.

Art. 45. Elk stuk waaruit blijkt dat een tank buiten bedrijf gesteld is wordt door de exploitant ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar gelegd, namelijk :

- 1° het ontgassingscertificaat;
- 2° het certificaat waaruit blijkt dat de reinigingsresten zijn afgevoerd;
- 3° het certificaat waaruit blijkt dat de tank is afgevoerd.

Art. 46. Wanneer een gebrekkige dichtheid aan een tank of aan de leidingen ervan vastgesteld wordt :

- 1° wordt de tank buiten dienst gesteld en zo spoedig mogelijk geledigd;
- 2° indien de tank hersteld is, mag hij pas opnieuw in bedrijf gesteld worden na een succesvolle dichtheidstest die door een bevoegde deskundige doorgevoerd wordt.

Indien de tank niet hersteld wordt, wordt hij geledigd, ontgast, gereinigd en weggehaald. De leidingen worden geledigd en uit elkaar gehaald.

HOOFDSTUK III. — *Herstel*

Art. 47. Aan het einde van de exploitatie worden de tanks met afgewerkte oliën geledigd, ontgast, gereinigd en weggehaald. De leidingen worden geledigd en uit elkaar gehaald.

Art. 48. § 1. In geval van accidentele wegstroming in de grond of in de ondergrond verwittigt de exploitant onmiddellijk de bevoegde overheid.

§ 2. Wanneer de verontreinigde gronden niet onmiddellijk afgevoerd kunnen worden, worden ze door de exploitant opgeslagen zodat elke lozing of verdamping van de verontreinigende stoffen voorkomen kan worden. De opslagplaats is tegen weer en wind beschut.

TITEL III. — *Ingegraven tanks*

HOOFDSTUK I — *Vestiging en bouw*

Art. 49. Metalen tanks voldoen aan de bouwnorm EN 12.285-1 wat betreft horizontale cilindervormige tanks uit enkelvoudig staal en met dubbele wand die in atelier gefabriceerd worden voor de ondergrondse opslag van brandbare en onbrandbare watervrontreinigende vloeistoffen of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 50. Horizontale cilindervormige tanks met enkelvoudige uit versterkte thermohardende kunststoffen voldoen aan de norm NBN EN 976-1 wat de bouw betreft en aan de norm NBN EN 976-2 wat betreft de opslag, het vervoer, de hantering en de installatie of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige norm.

Art. 51. De tanks die niet cilindrisch horizontaal zijn worden onder het toezicht van een bevoegde deskundige gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten volgens regels van goede praktijk met een veiligheidsgraad die aan genoemde normen voldoet.

Art. 52. Het metalen buitenomhulsel is tegen corrosie beschut d.m.v. een bedekking die voldoet aan de norm NBN EN 12.285-1 of aan de laatste herziening ervan of aan elke andere gelijkwaardige buitenlandse norm. Elke andere beschutting met een gelijkwaardige weerstand kan aangenomen worden voor zover de milieubeschermingsgraad ervan aan genoemde norm voldoet.

Art. 53. De tanks met één enkele wand worden hetzij rechtstreeks ingegraven, hetzij geplaatst in een opgehoogde kuil die waterdicht is tegen de vloeistoffen die opgevangen kunnen worden.

Het ophogingsmateriaal is inert, vrij van as, baksteen of van elk ander materiaal dat de bedekking zou kunnen beschadigen.

De tanks met enkele wand zijn uitgerust met een dichtheidscontrolevoorziening met akoestisch en visueel alarmsysteem.

Art. 54. Er worden maatregelen genomen om die tanks te beschermen tegen vervormingen die te wijten zijn aan de eventuele doorgang van de voertuigen of aan de opslag van vrachten erboven.

HOOFDSTUK II. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 55. De tanks met enkele wand of geplaatst in een opgehoogde kuil worden onderworpen aan een dichtheidstest die door een erkende technicus uitgevoerd wordt op de volgende tijdstippen :

- 1° om de tien jaar als ze tussen tien en twintig jaar oud zijn;
- 2° om de vijf jaar als ze tussen eenentwintig en dertig jaar oud zijn;
- 3° om de drie jaar als ze ouder zijn dan dertig jaar of als het bouwjaar ervan niet vastgelegd kan worden.

Ook de leidingen van die tanks worden op dezelfde tijdstippen aan een dichtheidstest onderworpen. De toebehoren van de tank, zoals het systeem voor permanente dichtheidscontrole, worden op dezelfde tijdstippen nagekeken.

Ook de tanks met dubbele wand en de leidingen ervan worden om de tien jaar door de erkende technicus aan een dichtheidstest onderworpen en om de drie jaar indien het bouwjaar ervan niet vastgelegd kan worden. De toebehoren van de tank, zoals het systeem voor permanente dichtheidscontrole, worden op dezelfde tijdstippen nagekeken.

De tijdstippen bedoeld in de vorige leden worden vastgelegd met ingang van de datum van aankoop van de tank of van de datum waarop de laatste controle is uitgevoerd.

De dichtheidstest, die verricht wordt d.m.v. een vloeistof onder een druk van 1 bar, mag niet uitgevoerd worden voor ingegraven tanks, behalve als ze eerst van alle brandbare stoffen geledigd, gereinigd en ontgast zijn.

Art. 56. De exploitant legt de identiteitsfiche van elke tank ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar. Die fiche bevat de volgende gegevens :

- 1° het ontgassingscertificaat;
- 2° het certificaat waaruit blijkt dat de reinigingsresten zijn afgevoerd;
- 3° het certificaat waaruit blijkt dat de tank is afgevoerd of het certificaat waaruit blijkt dat hij inert is gemaakt, met het type gebruikt materiaal en de aangewende hoeveelheid.

Art. 57. Wanneer een gebrekkige dichtheid aan een tank vastgesteld wordt :

- 1° wordt de tank buiten dienst gesteld en zo spoedig mogelijk geledigd;
- 2° indien de tank hersteld is, mag hij pas opnieuw in bedrijf gesteld worden na een succesvolle dichtheidstest die door een bevoegde deskundige doorgevoerd wordt. Indien de tank niet hersteld wordt, wordt hij geledigd, ontgast, gereinigd en weggehaald. De leidingen worden geledigd en uit elkaar gehaald.

Art. 58. Ter aanvulling van artikel 57, wordt de tank, indien hij niet weggehaald kan worden, met zand of met elk ander gelijkwaardig inert materiaal gevuld na eerst te zijn geledigd, ontgast en gereinigd.

HOOFDSTUK III. — *Herstel*

Art. 59. Aan het einde van de exploitatie worden de tanks die afgewerkte oliën bevatten geledigd, ontgast, gereinigd en weggehaald. De leidingen worden geledigd en uit elkaar gehaald.

Indien de tank niet weggehaald kan worden, wordt hij met zand of met elk ander gelijkwaardig inert materiaal gevuld na eerst te zijn geledigd, ontgast en gereinigd.

Art. 60. § 1. In geval van accidentele wegstroming in de grond of in de ondergrond verwittigt de exploitant onmiddellijk de bevoegde overheid.

§ 2. Wanneer de verontreinigde gronden niet onmiddellijk afgevoerd kunnen worden, worden ze door de exploitant opgeslagen zodat elke lozing of verdamping van de verontreinigende stoffen voorkomen kan worden. De opslagplaats is tegen weer en wind beschermd.

TITEL IV. — *Verplaatsbare recipiënten*

Art. 61. § 1. De afgewerkte oliën opgeslagen in tanks met enkele wand worden geplaatst in een lekvrije retentiebak, kuip of kuil met de volgende kenmerken :

1° de wanden van de kuip, kuil of retentiebak vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;

2° de kuip, kuil of retentiebak is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;

3° de kuip, kuil of retentiebak heeft een totale capaciteit gelijk aan of groter dan de hoogste van de volgende waarden :

a) de helft van de totale capaciteit van de recipiënten die ze inhoudt;

b) de capaciteit van de grootste recipiënt verhoogd met 25 % van het totaalvolume van de overige recipiënten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mogen de verplaatsbare recipiënten geplaatst worden in een lekvrije opslagruimte die aangesloten is op een systeem voor de interne inzameling van de vloeistoffen.

Art. 62. § 1. In geval van accidentele wegstroming in de grond of in de ondergrond verwittigt de exploitant onmiddellijk de bevoegde overheid.

§ 2. Wanneer de verontreinigde gronden niet onmiddellijk afgevoerd kunnen worden, worden ze door de exploitant opgeslagen zodat elke lozing of verdamping van de verontreinigende stoffen voorkomen kan worden. De opslagplaats is tegen weer en wind beschermd.

TITEL V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 63. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit

Art. 64. Dit besluit is uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 3 en 30, 1°, 2°, 3°, 4°, 8° en 9°, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 65. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 63

[C – 2009/27000]

7 JANVIER 2009. — Arrêté ministériel suspendant la chasse au gibier d'eau

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la Chasse, notamment l'article 1^{er}ter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2006 fixant les dates de l'ouverture, de la fermeture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2011, notamment l'article 18;

Considérant que le gel nocturne et diurne intense de ces derniers jours et la prise par la glace de nombreux plans d'eau rendent très aléatoires les possibilités d'alimentation voire l'inaccessibilité de la nourriture des oiseaux d'eau qui séjournent sur les étangs, mares, lacs et autres plans d'eau actuellement gelés;

Considérant l'impérieuse nécessité de ne pas aggraver la situation de ces oiseaux d'eau rendus vulnérables par ces conditions météorologiques très défavorables et d'empêcher le prélèvement massif et abusif du gibier d'eau fragilisé;

Considérant que les prévisions météorologiques pour les prochains jours laissent supposer que la vague de froid intense va se maintenir,

Arrête :

Article 1^{er}. La chasse aux espèces de gibier d'eau visées à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2006 fixant les dates de l'ouverture, de la fermeture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2011 est suspendue durant une période de quinze jours à dater de ce jour.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 janvier 2009.

B. LUTGEN